

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

*Présentation des Bouchons Vaudois par les Confiseurs à 17h*

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	1.	Communications  M. le Président signale que deux nouveaux groupes thématiques ont vu le jour: l'un sur la filière du bois (Mme la députée Martine Meldem) et l'autre sur les communes (Mme la députée Claudine Wyssa). Il annonce également que les députés trouveront dans leur casier le rapport annuel 2013 des Archives cantonales vaudoises.			
	2.	Dépôts  Interpellations: Frédéric Borloz; Philippe Grobéty; Vassilis Venizelos; José Durussel; Jean-Michel Dolivo. Postulats: Grégory Devaud et consorts; Raphaël Mahaim et consorts au nom du groupe des Verts.			
RENV-CE	3.	(14_INT_283) Interpellation Jérôme Christen et consorts - Marchés publics : le remède législatif n'est-il pas devenu pire que le mal ? (Pas de développement)			
RENV-CE	4.	(14_INT_282) Interpellation Sylvie Podio - Ouvrir la porte à un désendettement concret des particuliers surendettés (Développement)			
RENV-COM	5.	(14_POS_079) Postulat Stéphane Rezso et consorts - Quand trop de taxes tuent les taxes ou pour que la LAT ne pénalise pas les Communes (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures)  Cosigné par au moins vingt députés, le postulat est renvoyé directement à l'examen d'une commission chargée de préavis sur sa prise en considération et son renvoi au Conseil d'Etat.			
RENV-COM	6.	(14_MOT_053) Motion Amélie Cherbuin et consorts - Pour que les buts de pure utilité publique d'une fondation exonérée d'impôt ne puissent être définis par des statuts discriminatoires (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures)  Cosignée par au moins vingt députés, la motion est renvoyée directement à l'examen d'une commission chargée de préavis sur sa prise en considération et son renvoi au Conseil d'Etat.			

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-COM	7.	(14_POS_083) Postulat Jean Tschopp et consorts - Soutenir l'accès aux arts vivants des personnes handicapées (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures)  Cosigné par au moins vingt députés, le postulat est renvoyé directement à l'examen d'une commission chargée de préavis sur sa prise en considération et son renvoi au Conseil d'Etat.			
RENV-COM	8.	(14_INI_009) Initiative Jean-Michel Dolivo et consorts visant à demander à l'Assemblée fédérale la création d'une base légale spécifique pour que les employées de maison travaillant en Suisse sans statut légal soient régularisées ! (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures)  Cosignée par au moins vingt députés, l'initiative est renvoyée directement à l'examen d'une commission chargée de préavis sur sa prise en considération et son renvoi au Conseil d'Etat.			
REF	9.	(13_POS_037) Postulat Marc-Olivier Buffat et consorts - Modification de l'art. 131 al. 3 de la Constitution vaudoise - Appartenance politique des Juges cantonaux en question (Suite des débats)  Les conclusions du rapport de la majorité de la commission (classement du postulat) sont adoptées par 94 oui, 30 non et 3 abstentions.	DIS	Mattenberger N. (Majorité), Buffat M.O. (Minorité)	
RENV-CE	10.	(14_MOT_042) Motion Jean-Michel Dolivo et consorts concernant le délai de traitement des initiatives  M. le député Gérald Cretegny demande la transformation en postulat de la motion: au vote, cette transformation est acceptée par 65 oui, 41 non et 4 abstentions. Les conclusions du rapport de la commission sont ensuite adoptées par 91 oui, 11 non et 7 abstentions (prise en considération de la motion transformée en postulat et renvoi de ce dernier au Conseil d'Etat).	DIS	Rochat Fernandez N.	
TRAITE	11.	(14_INT_250) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Rebecca Ruiz et consort - Quelles mesures sont prises pour protéger la population des nuisances sonores liées aux motos ?	DIS.		

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
TRAITE	12.	(14_INT_252) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Cédric Pillonel - Favorisons l'engagement civique	DIS.		
OA+M	13.	(142) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (LVPC) et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Catherine Roulet et consorts "Le canton de Vaud est-il pingre avec ses handicapés?"(1er débat)  (1er débat): l'entrée en matière sur le projet de loi est acceptée par 105 oui et 1 abstention. Art. 2: amdt com (titre de l'art.) est accepté à l'unanimité. Art. 2 amendé accepté. Art. 3: amdt com (titre de l'art.) est accepté à l'unanimité. Art. 3 amendé accepté. Art. 3a: amdt com à l'al. 1 lit. c est accepté par 83 oui, 25 non et 11 abstentions. Art. 3a amendé accepté par 89 oui, 6 non et 18 abstentions. Art. 2 de la loi modifiante: amdt com (ajout d'un al. 2 nouveau; non) est opposé à l'amdt Christen (oui): l'amdt com est ensuite accepté pour lui-même à une large majorité, moins un avis contraire et quelques abstentions. Art. 2 amendé accepté à une très large majorité, moins quelques abstentions. Fin du 1er débat.	DSAS.	Cornamusaz P.	
TRAITE	14.	(14_INT_236) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation François Brélaz - A propos d'une initiative excessive...	DSAS.		
RENV-T	15.	(14_INT_215) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Christelle Luisier Brodard et consorts - Prestations complémentaires pour les familles - Des promesses à la réalité	DSAS.		23/09/2014
RENV-T	16.	(14_INT_217) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Alice Glauser - Influence des PC familles sur la politique de dépenses cantonales. Le RI en est-il soulagé ?	DSAS.		23/09/2014
RENV-T	17.	(14_INT_223) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Christiane Jaquet-Berger et consorts - LAMal : prime de référence et bénéficiaires de PC AVS/AI	DSAS.		23/09/2014
RENV-T	18.	(116) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Ginette Duvoisin et consorts demandant au Conseil d'Etat de renforcer et d'élargir les missions de l'IST (Institut universitaire romand de Santé au Travail)	DSAS.	Roulet C.	23/09/2014

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-T	19.	(145) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Pascale Manzini et consorts en vue d'aborder de façon exhaustive la problématique des jeunes mères seules avec leur enfant	DSAS.	Attinger Doepper C.	23/09/2014
RENV-T	20.	(150) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Claude Schwab et consorts suite à la pétition 069 - L'aide sociale doit tenir compte de la pension alimentaire que la personne verse pour ses enfants	DSAS.	Attinger Doepper C.	23/09/2014
RENV-T	21.	(120) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Philippe Martinet sur l'incertitude et la décision partagées, dans le domaine médical	DSAS.	Roulet C.	23/09/2014
RENV-T	22.	(14_INT_231) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Christiane Jaquet-Berger et consorts - Quel est le bilan de l'expérience de domotique - santé auprès de personnes suivies par les CMS ?	DSAS.		23/09/2014
RENV-T	23.	(14_INT_235) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Céline Ehrwein Nihan - Prévention du suicide : néglige-t-on nos aînés ?	DSAS.		23/09/2014
RENV-T	24.	(14_INT_216) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Claude-Alain Voiblet - Votations fédérales du 9 février 2014 : qui finance la propagande du Conseil d'Etat, dont celle du président du gouvernement ?	DSAS.		23/09/2014

Le (La) président-e :

Le (La) secrétaire :